

*Crédit d'impôt à l'emploi—Loi*

**Des voix:** Bravo!

**M. Yurko:** Deux jours après la présentation du budget avec le nouveau slogan, ici à la Chambre des communes qui compte, je crois, beaucoup de nullités et quelques sommités, de nombreux députés de ce côté-ci de la Chambre—à cette époque, ils étaient les nullités—se sont empressés de dire: «Tuons-le, tuons-le vite avant qu'il ne prenne racine et se propage».

Il était vraiment trop difficile pour eux d'accepter cette nouvelle doctrine et cette nouvelle orientation qui exigeait qu'on paie ses dettes, qu'on limite l'expansion du gouvernement et qu'on contienne le déficit. C'était beaucoup trop demander aux nullités de ce côté-ci de la Chambre. Comme vous le savez, monsieur l'Orateur, les nullités étaient plus nombreuses que les sommités et le gouvernement a été renversé. Le gouvernement a déclenché des élections, mais la population a rejeté le budget des prophètes Joseph et John. Mais la saga ne se termine pas là . . .

**M. Rae:** Parlez-nous de saint Sinclair.

**M. Yurko:** . . . car une autre chose est survenue. Le parti d'en face a mené une campagne électorale qu'on ne peut qualifier que d'une façon. Ce n'étaient que mensonges, mensonges et encore d'autres mensonges. On peut dire que des brouillards de la déception sont sortis deux nouveaux prophètes; seulement ces deux prophètes étaient Joseph et Pierre. Joseph aime qu'on l'appelle Allan, mais son vrai nom est en réalité Joseph. Ils ont forgé un nouveau slogan; pas de budget, mais un nouveau slogan. Lequel direz-vous? Une douleur à court terme, pour un malheur à long terme. Je voudrais le répéter encore une fois, car c'est quelque chose qu'il faudrait imprimer en lettres d'or sur un panneau et l'accrocher au cou de chaque député de l'autre bord. Un budget avec un déficit estimé à 14 milliards de dollars en plus d'un déficit déjà insupportable devient une douleur à court terme pour un malheur à long terme.

● (2140)

Il n'y a pas, je pense, de slogan mieux approprié pour qualifier l'attitude du gouvernement avec de telles propositions budgétaires. Si l'on voulait baptiser cette nouvelle doctrine, on pourrait parler de servitude économique pour tous.

Comme ils ont changé les commandements, mon Dieu. Si vous le voulez bien, je vais vous dire ce qu'ils en ont fait. Le premier: tes dettes tu paieras avec l'aide du gouvernement. Le deuxième est le suivant: selon tes moyens et les aumônes du gouvernement, tu vivras raisonnablement. Le troisième: ton argent tu épargneras pour prospérer et en verser la moitié à l'État assurément. Le quatrième: tes fonds tu investiras pour les multiplier et vivre indépendant dans le plus grand intérêt du gouvernement. Le cinquième: pour avoir bâti ton toit, récompense tu recevras sous forme d'intérêts grim pant allègrement.

Le sixième, ils l'acceptaient: pour tes vices, alcool, cigarettes, mais non voiture, tu paieras beaucoup plus assurément. Le septième est le suivant: des coûts plus élevés de carburant, les pauvres seront soulagés généreusement. Non, monsieur l'Orateur, le gouvernement dit maintenant que les pauvres vont payer autant que tous les autres parce que l'augmentation du prix de l'essence va être la même que celle de 18c. que proposait le gouvernement précédent, mais cette fois, la hausse va être camouflée sous forme d'une taxe de raffinerie. Un autre exemple de mensonge.

Qu'est-ce que le gouvernement a fait du commandement suivant. Eh bien, il a simplement supprimé la négative et l'a reformulé comme suit: de ton gouvernement, tu seras l'esclave humblement. Le dernier est le suivant: de ses dettes le gouvernement s'acquittera en empruntant plus largement. Il va s'acquitter de ses dettes en empruntant toujours plus et en dépouillant les générations futures du Canada, un pays aux richesses inimaginables.

A titre d'ingénieur, j'ai eu l'occasion de beaucoup voyager à travers le monde. J'ai travaillé pendant plus de six ans aux États-Unis. Un jour j'ai essayé de mettre par écrit les avantages particuliers dont bénéficient les Canadiens à titre individuel. Il n'y a vraiment pas de comparaison avec aucun pays au monde. En fait, il y a aujourd'hui des parents et des grands-parents partout dans le monde qui donneraient n'importe quoi pour émigrer au Canada non seulement afin d'améliorer leur sort mais pour assurer le bien-être de leurs enfants et de leurs petits enfants. Parmi les étrangers qui sont au courant des avantages offerts par le Canada, on constate un immense désir d'émigrer chez nous pour donner un avenir à leurs enfants et aux enfants de leurs enfants.

Je vais seulement effleurer la question du référendum québécois cette fois-ci car j'espère pouvoir revenir sur ce sujet un autre jour. L'une des choses qui me laisse perplexe est le fait que l'idée de nation ou de nationalisme a toujours été utilisée traditionnellement pour garder et sauvegarder . . .

[Français]

**M. Dawson:** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je comprends très bien que c'est le premier discours de l'honorable député à la Chambre, mais j'aimerais savoir s'il est possible de le rappeler à l'ordre, parce qu'il n'a pas parlé du tout du projet de loi depuis le début de son discours, comme cela s'est produit dans plusieurs autres discours. Je crois qu'il s'agit d'une loi extrêmement importante, et je demanderais aux députés de l'opposition de collaborer pour qu'on puisse l'adopter. S'ils veulent prononcer des discours, ils devront attendre le débat sur le budget ou sur le référendum. Je ne pense pas que ce soit le moment, monsieur l'Orateur, de parler de ce sujet-là. Nous avons un bill à étudier et j'aimerais bien qu'il le soit.

[Traduction]

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** Les observations du député sont pertinentes. Néanmoins, la présidence a toujours été indulgente à l'égard des députés lors de leur premier discours à la Chambre. Mais ce soir, je crois qu'il en a un peu trop profité. Je lui demanderais donc de s'en tenir maintenant au bill.

**M. Yurko:** Monsieur l'Orateur, je vous remercie de cette explication. A mon avis, cependant, j'ai commencé mon intervention de ce soir en soulignant qu'il s'agit là d'une question budgétaire. Le bill porte sur des subsides, sur des crédits. J'ai par conséquent l'intention, comme je l'ai dit au début, de parler du sujet général des subsides et de l'économie canadienne en général dans la mesure où elle a des effets sur le chômage. Le référendum du Québec est en effet très étroitement lié au bien-être économique du Canada et à l'emploi, non seulement au Québec, mais dans tout le pays. Je voudrais faire quelques brèves observations sur le référendum dans le contexte d'une question de nature économique, avec votre permission, monsieur l'Orateur.